30 milliards d’euros : Les clandestins coûtent cher à la France (El Watan)

25/07/2011 à 9h18

Environ 15% du déficit de toute l’immigration, plus de 30 milliards d’euros, sont imputables à l’immigration irrégulière : travail non déclaré, scolarisation, soins… C’est la conclusion à laquelle a abouti l’expert international sur l’Afrique et les migrations, Jean-Paul Gourévitch, au terme de sa récente étude, où est décortiqué le «prix de revient» de l’obsession du rêve européen.

Expulser ou apporter une aide au retour volontaire des migrants illégaux revient six fois moins cher que de les garder sur le territoire français.

L’embauche de migrants irréguliers est, d’emblée, l’un des meilleurs indicateurs des retombées de la présence étrangère illégale dans l’Hexagone, fait observer l’auteur. Ainsi, est-il indiqué dans cette étude dont El Watan a été destinataire d’une copie, 5% des 70 000 entreprises, contrôlées en 2010, utilisent une main-d’œuvre étrangère sans titre de travail pour un coût total s’élevant à 1,7 milliard d’euros.[…]

Pour mieux sensibiliser les politiques sur l’impact de l’immigration illégale sur l’économie française, M. Gourévitch mettra en exergue les dépenses publiques induites par la prise médicale des migrants irréguliers, considérant, à ce titre, l’aide médicale de l’Etat (AME) **comme étant une exception à l’échelle européenne,** car aux étrangers en situation irrégulière, elle consacre les mêmes droits que les titulaires de la Couverture maladie universelle (CMU).

En 2010, fait-il savoir, l’AME était de l’ordre de plus de 620 millions d’euros sur les 662 millions représentant le coût

global des soins de santé, dont ont pu bénéficier les migrants irréguliers vivant sur le territoire français. Pour le spécialiste en migration, 2010 est l'année de tous les records, **puisque de seulement 77 589 en 2000, le nombre de bénéficiaires est passé à 202 403**, portant les dépenses de l'Etat de 75 à 623 millions d'euros.

Autre souci, autre dimension. Dans la même étude, l'accent est en outre mis sur la scolarisation des élèves et étudiants en situation irrégulière. […]

El Watan